

RECOURS COLLECTIF CONTRE LA VILLE DE MONTRÉAL

**SI VOUS AVEZ ÉTÉ PRÉSENT, ARRÊTÉ OU DÉTENU LE 1^{ER} MAI 2013 SUR
LA PLACE ROYALE, AU COIN DE LA RUE DE LA COMMUNE OUEST, À
MONTRÉAL**

COUR SUPÉRIEURE
(Recours collectif)
CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL
NO.: 500-06-000668-133

Julien Villeneuve
Représentant

c.

VILLE DE MONTRÉAL
Intimée

**AVIS AUX MEMBRES
(Article 1006 C.p.c.)**

1. Prenez avis que l'exercice d'un recours collectif contre la Ville de Montréal a été autorisé le 22 août 2014 par jugement de la Cour supérieure du Québec, pour le compte des personnes faisant partie du groupe suivant :

« Toute personne présente, arrêtée ou détenue, lors de l'encerclement effectué par le Service de Police de la Ville de Montréal le 1^{er} mai 2013 vers dix-neuf heures quinze (19h15) sur la Place Royale, au coin de la rue de la Commune Ouest, à Montréal » ;
2. Le recours collectif autorisé par ledit jugement sera exercé dans le district de Montréal.
3. Le statut de représentant pour ce recours collectif a été attribué à monsieur Julien Villeneuve.
4. Les principales questions de faits ou de droit qui seront traitées collectivement sont les suivantes :
 - Les préposés de l'intimée ont-ils enfreint les droits constitutionnels et/ou quasi-constitutionnels des personnes arrêtées et détenues, tel que prévu à la *Charte des droits et libertés de la personne* et à la *Charte canadienne des droits et libertés*, ainsi qu'au *Pacte international relatif aux droits civils et politiques* ?
 - Les préposés de l'intimée ont-ils commis un ou des abus de droit, ou d'autres fautes à l'endroit des membres du groupe ?
 - Les fautes commises par les préposés de l'intimée ont-elles causé des préjudices aux membres du groupe ?
 - Les préposés de l'intimée sont-ils responsables des dommages corporels, moraux et matériels subis par les membres du groupe lors de l'événement décrit ?
 - L'intimée est-elle responsable des dommages occasionnés par ses préposés ?

- Y a-t-il lieu d'accorder des dommages-intérêts pour compenser les préjudices causés aux membres du groupe ? Si oui, quel est le montant approprié?
- Y a-t-il lieu d'accorder des dommages exemplaires pour abus de droit et pour violation des droits fondamentaux en vertu de la *Charte des droits et libertés de la personne* et de la *Charte canadienne des droits et libertés* ? Si oui, quel est le montant approprié?

5. Les conclusions recherchées qui se rattachent à ces questions sont les suivantes :

- ACCUEILLIR l'action du requérant pour le compte de tous les membres du groupe;
- CONDAMNER l'intimée à payer la somme de deux mille cinq-cents dollars (2 500 \$) à titre de dommages-intérêts et la somme de deux mille cinq-cents dollars (2 500 \$) à titre de dommages exemplaires à toute personne arrêtée lors de l'encerclement effectué par le Service de police de la Ville de Montréal le 1^{er} mai 2013 vers dix-neuf heures quinze (19h15) sur la Place Royale, au coin de la rue de la Commune Ouest, à Montréal, le tout avec intérêts à compter de la signification de la présente requête ainsi que l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec*;
- CONDAMNER l'intimée à payer la somme de deux mille cinq-cents dollars (2 500 \$) à titre de dommages-intérêts et la somme de deux mille cinq-cents dollars (2 500 \$) à titre de dommages exemplaires à toute personne détenue lors de l'encerclement effectué par le Service de police de la Ville de Montréal le 1^{er} mai 2013 vers dix-neuf heures quinze (19h15) sur la Place Royale, au coin de la rue de la Commune Ouest, à Montréal, le tout avec intérêts à compter de la signification de la présente requête ainsi que l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec*;
- CONDAMNER l'intimée à payer la somme de deux mille cinq-cents dollars (2 500 \$) à titre de dommages-intérêts et la somme de deux mille cinq-cents dollars (2 500 \$) à titre de dommages exemplaires à toute personne ayant subi une violation de ses droits fondamentaux lors de l'encerclement effectué par le Service de police de la Ville de Montréal le 1^{er} mai 2013 vers dix-neuf heures quinze (19h15) sur la Place Royale, au coin de la rue de la Commune Ouest, à Montréal, le tout avec intérêts à compter de la signification de la présente requête ainsi que l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec*;
- CONDAMNER l'intimée à payer la somme de six cents trente-sept dollars (637\$) à titre de dommages-intérêts et la somme de cinq cents dollars (500 \$) à titre de dommages exemplaires à toute personne citée en justice suite à l'émission d'un constat d'infraction en vertu du *Code de procédure pénale*, L.R.Q. c. C-25.1, relativement à une infraction au *Règlement sur la prévention des troubles de la paix, de la sécurité et de l'ordre public, et sur l'utilisation du domaine public*, Règlements refondus de la Ville de Montréal, c. P.-6 pour s'être retrouvée dans l'encerclement effectué par le Service de police de la Ville de Montréal le 1^{er} mai 2013 vers dix-neuf heures quinze (19h15) sur la Place Royale, au coin de la rue de la Commune Ouest, à Montréal, le tout avec intérêts à compter de la signification de la présente requête ainsi que l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec*;

- ORDONNER le recouvrement collectif des réclamations;
- ORDONNER la liquidation des réclamations individuelles des membres conformément aux dispositions prévues aux articles 1037 à 1040 C.p.c.;
- CONDAMNER l'intimée à payer à chacun des membres du groupe dont le requérant le montant de sa réclamation individuelle, avec intérêts depuis la signification de la présente requête et l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec*;
- LE TOUT avec dépens, incluant les frais d'avis, les frais d'experts et les frais de l'administrateur, le cas échéant;

6. Veuillez prendre note que les sommes réclamées pourraient être amendées.
7. Le recours collectif exercé par le représentant pour le compte des membres du groupe est une action en dommages et intérêts basée sur la responsabilité extracontractuelle en vertu du droit civil et une demande de réparation en vertu de la *Charte des droits et libertés de la personne* et de la *Charte canadienne des droits et libertés*, incluant une demande de dommages exemplaires.
8. Tout membre faisant partie du groupe qui ne s'en sera pas exclu de la façon indiquée ci-après sera lié par tout jugement à intervenir sur le présent recours collectif.
9. La date après laquelle un membre ne pourra plus s'exclure (sauf permission spéciale) a été fixée à **quatre-vingt-dix (90) jours** de la publication du présent avis dans les journaux, soit le 6 décembre 2014.
10. Un membre qui n'a pas déjà formé de demande personnelle peut s'exclure du groupe en avisant le greffier de la Cour supérieure du district de Montréal par courrier recommandé ou certifié avant l'expiration du délai d'exclusion.
11. Tout membre du groupe qui a formé une demande dont disposerait le jugement final sur le recours collectif est réputé s'exclure du groupe s'il ne se désiste pas de sa demande avant l'expiration du délai d'exclusion.
12. Un membre du groupe ne peut être appelé à payer les dépens du recours collectif.
13. Un membre peut faire recevoir par le tribunal son intervention si celle-ci est considérée utile au groupe. Un membre intervenant est tenu de se soumettre à un interrogatoire préalable à la demande de l'intimée. Un membre qui n'intervient pas au recours collectif ne peut être soumis à l'interrogatoire préalable que si le tribunal le considère nécessaire.
14. Pour être membre du groupe :

Si vous désirez être inclus dans le recours collectif, vous n'avez rien à faire.

En effet, sauf permission spéciale, tout membre faisant partie du groupe sera lié par le jugement à intervenir sur le recours collectif à moins qu'il ne s'exclue.

Si vous désirez **vous exclure** du recours collectif, vous en devez aviser le greffier de la Cour supérieure du district de Montréal par courrier recommandé ou certifié au :

1, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec)
H2Y 1B6

Objet : Villeneuve c. Ville de Montréal
Dossier : 500-06-000668-133

Cet avis doit être transmis au plus tard le quatre-vingt-dixième (90^e) jour de la date de publication du présent avis dans les journaux, soit le 6 décembre 2014.

VEUILLEZ AGIR EN CONSÉQUENCE.

Montréal, le 1^{er} décembre 2014

Les procureures du représentant et du groupe,

MELANÇON MARCEAU GRENIER ET SCIORTINO
1717, boulevard René-Lévesque Est, bureau 300
Montréal (Québec) H2L 4T3
Téléphone: 514-525-3414
Télécopieur: 514-525-2803
<http://www.mmgs.qc.ca/>
RLAURIN@MMGS.QC.CA

LA PUBLICATION DE CET AVIS A ÉTÉ ORDONNÉE PAR LE TRIBUNAL.

Un nouvel avis sera publié lorsque le jugement final sera rendu.